

Paris, Hong Kong, 28 janvier 2014

La Chine en 2014 : une croissance stable, mais des risques de financements et de surcapacités

Risques toujours présents dans plusieurs secteurs d'activité

2014 est une année de tension pour l'économie chinoise, qui doit faire face à des contextes macro et micro-économiques divergents. Si de nombreuses réformes sont attendues du troisième plénum du 18^e comité central du Parti communiste chinois (CCPCC), il convient toutefois de prêter attention aux possibles impacts négatifs sur l'économie réelle engendrés par l'effort de réforme et les risques de crédit liés à la hausse des coûts de financement.

Un sujet majeur pour 2014 : la hausse des coûts de financement

En 2014, la croissance de la Chine restera stable, quoique légèrement ralentie à 7,2 % en glissement annuel. La limite basse de l'objectif de croissance du PIB pour 2014 reflète la volonté du gouvernement d'accélérer les réformes. Mais les exportations et les investissements devraient repartir à la hausse, dans la foulée de la reprise économique mondiale.

Le communiqué de la Conférence centrale sur le travail économique insiste sur deux thèmes clés : l'accélération de l'urbanisation et l'amélioration de la gestion de la dette des administrations locales. Le gouvernement devrait, en effet, encourager les investissements du secteur privé dans les infrastructures (notamment la construction de « réseaux de villes » dans les régions du Centre-Ouest et du Nord-Est du pays). Le gouvernement ayant déjà précisé que la politique fiscale resterait stable, c'est le secteur privé qui devrait assurer le financement de ces projets.

La hausse des coûts de financement est à surveiller en 2014. Avec la libéralisation du taux de prêt institué en juillet 2013, les prêts bancaires pourraient obéir davantage aux lois du marché. Le resserrement du marché interbancaire se traduirait par des taux bancaires moins intéressants. Les liquidités se réduiraient encore, puisque des obligations d'entreprises et la dette des collectivités locales seront requises pour subvenir aux besoins de recouvrement en 2014. La moyenne pondérée du taux prêteur¹ a déjà commencé à se redresser lentement en 2013, et cette tendance devrait se prolonger en 2014, compte tenu des conditions du marché (voir l'annexe). Une tendance inquiétante pour les PME qui, comme c'est habituellement le cas, n'ont pas reçu d'innombrables facilités de crédit de la part des banques.









¹ La moyenne pondérée du taux prêteur est une moyenne du taux prêteur de tous les prêts consentis par toutes les banques d'affaires aux clients à diverses fins (prêts immobiliers, financement des besoins de trésorerie, prêts divers etc.)





Acier et charbon : des risques restent présents malgré les efforts du gouvernement pour atténuer les surcapacités

Face à la volonté du gouvernement de s'attaquer aux problèmes de surcapacités, les entreprises de petite taille et peu efficaces subiront la pression des incertitudes politiques et de la hausse des coûts.

Acier : le taux d'utilisation de l'industrie de ce secteur est resté faible en 2013. En outre, le taux passif / capitaux propres des grandes et moyennes aciéries en novembre 2013 est toujours au plus haut (231 %). Un tel taux montre que les aciéries fonctionnent désormais avec un niveau d'endettement plus élevé. Avec des marges bénéficiaires qui se maintiennent au niveau actuel et face à la difficulté de générer des flux de trésorerie, Coface estime qu'une hausse de ce taux provoque une plus forte exposition de ces entreprises à un risque de défaillance et de non-paiement.

Charbon : le risque lié à la demande de charbon baisse en raison, notamment, de la réduction de la capacité et de l'apparition de nouvelles normes environnementales dans différents secteurs. Face à l'abondance de l'offre, au niveau local comme au niveau international, et à une demande relativement faible du secteur de l'acier et du ciment, il est possible que la dynamique de croissance observée à la fin de l'année 2013 ne dure pas et que le prix du charbon stagne en 2014 et au-delà.

| Baromètre sectoriel - Chine | | | |
|-----------------------------|---|--------------|---|
| Secteurs | Risque | Secteurs | Risque |
| Automobile |  | Métallurgie |  |
| Construction |  | Distribution |  |
| Electronique, IT |  | Textile |  |
| Energie |  | Papier-Bois |  |

 Moderate risk  Medium risk  High risk  Very high risk *Source : Datastream, Coface*

Automobile, distribution et électronique : un risque modéré à moyen, en raison de la forte demande

Automobile : la mise en place de mesures pour contrôler le nombre de véhicules dans plusieurs grandes villes de Chine devrait contrebalancer le soutien du gouvernement aux véhicules plus écologiques. Des impacts négatifs éventuels sur les constructeurs automobiles japonais pourraient être observés si les relations sino-japonaises se renforçaient.

Distribution : ce secteur continue d'enregistrer de bonnes performances en matière de risque de crédit. Toutefois, les perspectives sont ternies par différents facteurs, et notamment les efforts du



C O M M U N I Q U E D E P R E S S E

gouvernement pour lutter contre la corruption, le ralentissement de la hausse des revenus et des dépenses d'investissement, les tarifs douaniers et la TVA, ainsi que l'appréciation du yuan qui stimule la consommation à l'étranger.

Électronique et informatique : alors que la demande intérieure est restée relativement saine, les marchés de l'export de l'électroménager de taille moyenne ont encore subi une tendance à la récession en 2013, tout particulièrement en Europe et aux États-Unis. Ce secteur pourrait connaître une hausse de la demande en 2014, parallèlement à la reprise économique de ces régions.

CONTACT MEDIA:

Sue Hinton - T. (212) 389-6484 – sue_hinton@coface.com

A propos de Coface

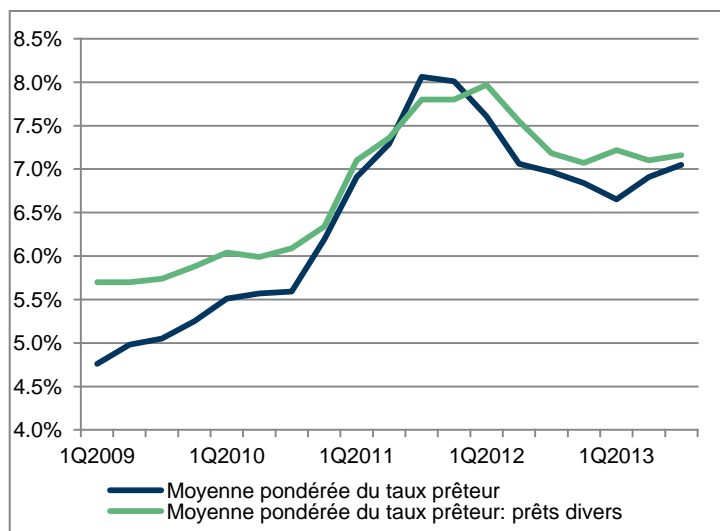
Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2012, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,6 milliard d'euros. Ses 4 400 collaborateurs assurent un service de proximité dans 66 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 158 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat. Coface est filiale de Natixis, banque de financement, de gestion et de services financiers du Groupe BPCE.

www.coface.fr

Annexe

Evolution du taux prêteur pondéré en Chine



Source : CEIC, Coface